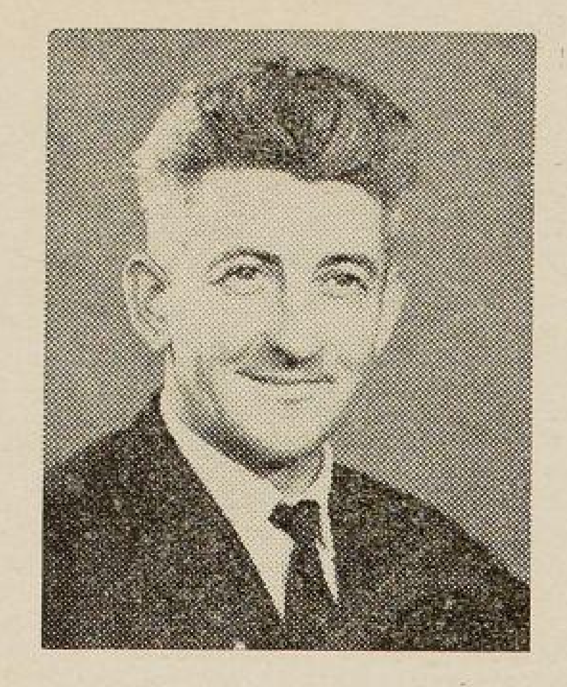


DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE -- 4e CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1962

Electrices,

Electeurs,

Le Parti Communiste m'a demandé de présenter ma candidature à vos suffrages.

Je donnerai tout d'abord mon opinion sur les problèmes politiques dont dépend l'avenir du pays.

En 1958, le Parti Communiste, seul en France, appelait à répondre « NON » à la Constitution. Il soulignait les dangers d'un pouvoir personnel qui s'est encore aggravé.

Avec mon Parti, depuis 1958, j'ai mené une lutte permanente et sans compromis contre le pouvoir gaulliste et sa néfaste politique.

Je constate avec fierté que la commune dont je suis Maire a donné, le 28 Octobre, 50 % au NON, le canton dont je suis Conseiller général a voté NON à plus de 50 % (le seul du Finistère).

Dans la circonscription aux fortes traditions républicaines, douze communes ont répondu « NON ». Il faut encore souligner les progrès dans les cantons de Saint-Pol et de Taulé. Les prises de position communes des Républicains n'y sont pas étrangères. Notre région a grandement contribué à porter un coup sérieux au pouvoir gaulliste.

Le 18 Novembre, en votant pour les candidats du Parti Communiste Français, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

UNION DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

En ayant à mes côtés comme remplaçant éventuel, François PAUGAM, le défenseur bien connu de la classe ouvrière morlaisienne, nous avons voulu fortement souligner la nécessité, pour les ouvriers et les paysans, de se serrer les coudes comme ils le faisaient, avec aussi les commerçants à leurs côtés, il y a quelques semaines, en s'opposant à une réforme tarifaire scandaleusement défavorable à notre région.

La classe ouvrière ne connaît pas le progrès social tant vanté à la Radio par De Gaulle et l'U.N.R. Les luttes le prouvent. Un exemple : les ouvriers des Transports BERTHEMET à Morlaix, en grève le mois passé, gagnaient 170 francs de l'heure. N'avez-vous pas lutté, vous aussi, ouvriers du bâtiment et des garages, pour obtenir quelques améliorations de salaire. L'augmentation du coût de la vie, l'insécurité et le manque d'emplois, les abattements de zone, l'insuffisance des allocations familiales et des retraites aggravent la situation de la classe ouvrière.

Les paysans n'auraient pas besoin de détruire leurs produits et les marins leur poisson, si le pouvoir d'achat dans les villes augmentait.

L'exploitation familiale est gravement menacée : le gouvernement, qui a déjà diminué les ristournes, supprimé l'indexation des prix, veut lui couper les crédits, prêts et détaxes, le prix du blé-fermage est supérieur au prix du blé, nos jeunes émigrent à la cadence de 4.000 par an, le C.E.L.I.B. précise la structure moyenne de l'exploitation viable : polyculture 20 ha, culture spécialisée 8 ha.

Telle est la rançon du Marché commun, de la loi d'orientation agricole et de la loi complémentaire.

La concentration industrielle, agricole, se complète par la concentration commerciale : le petit commerce et l'artisanat sont accablés d'impôts.

Les vieux vivent misérablement.

J'ajouterai à ce bilan, qui aurait été plus lourd sans les grandes luttes ouvrières et paysannes, de graves atteintes aux libertés, les complaisances en faveur de l'O.A.S. Je rappellerai les grandes actions menées pour la défense de la laïcité foulée aux pieds. Je soulignerai notre opposition à la politique extérieure gaulliste contraire à la détente internationale et à l'indépendance de notre pays.

POUR ALLER DE L'AVANT...

Le référendum l'a montré, chacun tourne les yeux vers un avenir nouveau qui suppose l'élimination du pouvoir personnel.

Il ne s'agit pas de revenir à l'instabilité, aux gouvernements qui tournaient le dos aux aspirations populaires, au spectacle de ces partis se réclamant de la démocratie et pratiquant l'alliance avec la réaction.

Le relèvement de la France doit être la tâche de toutes les énergies démocratiques et nationales de chacun de nous.

Dans cet esprit, je vous soumets le programme suivant :

L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'école et de l'Etat, la libre activité des Partis, à l'exception des factieux, et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la Radio et de la Télévision.

Un tel mode d'élection donnerait aux travailleurs finistériens des représentants soucieux de défendre leurs intérêts.

Une telle démocratie permettra le relèvement du pouvoir d'achat, l'augmentation générale des salaires, traitements, retraites, la suppression des abattements de zone, la construction massive d'H.L.M. à loyers vraiment modérés, l'amélioration des lois sociales pour les ouvriers comme pour les paysans (suppression de la franchise de 10.000 francs).

UNE DEMOCRATIE NOUVELLE PRENDRA DES DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR DEVELOPPER NOTRE REGION

Une énergie à bon marché pour faire tourner des usines peut être produite par la construction rapide d'un barrage au Mont-Saint-Michel (à la limite de l'Ille-et-Vilaine et de la Manche).

Des matières premières existent en Bretagne : étain, plomb, minerai de fer, uranium.

L'ensemble du réseau de chemins de fer doit être mis à voie normale et le trafic développé.

UNE INDUSTRIE DOIT ETRE CREEE EN LIAISON AVEC NOTRE PRODUCTION AGRICOLE,

apportant des emplois nouveaux à la population, des débouchés à l'Agriculture : industrie de la viande, abattoirs de volailles, ateliers de conditionnement des œufs, industrie laitière, conserveries, stockage et conservation par le froid.

Ceci peut aller de pair avec une meilleure organisation des marchés permettant l'écoulement des produits.

Cette industrie ne doit pas être placée sous la coupe des monopoles qui imposeraient leur loi aux paysans.

L'AGRICULTURE FAMILIALE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN SOUTIEN ACTIF

« La terre à ceux qui la travaillent... » assurera l'avenir aux paysans.

Je pense, dans l'immédiat, qu'il faut mettre la technique à la portée des paysans travailleurs, par l'aide puissante à la coopération et aux exploitants familiaux, grâce à des primes d'équipement, des prêts et des crédits à long terme. Il faut donner aux paysans qui manquent de terre les possibilités matérielles et juridiques d'être acquéreurs prioritaires, il faut aider les jeunes à s'installer.

La vie serait plus facile à la campagne pour les hommes, et particulièrement pour les femmes, si l'eau était à la ferme, l'habitat moderne et agréable, les chemins en bon état.

Au Huelgoat, nous avons créé une maternité moderne, un hospice pour les vieux, et notre souci de l'enfance s'exprime par nos réalisations en faveur de l'école laïque, par notre lutte pour une réforme démocratique de l'enseignement.

Pour notre jeunesse, nous voulons le service militaire à 12 mois, pas de départs avant 20 ans, le développement des Centres d'apprentissage et des Collèges d'enseignement technique et agricole, un équipement sportif moderne, des foyers de jeunes à Morlaix et dans les bourgs.

Jeunes gens, nous luttons pour un avenir meilleur, la démocratie véritable vous permettrait de trouver des emplois bien rémunérés, d'avoir plus de distractions et moins de soucis.

Notre région côtière et les sites intérieurs si favorables au tourisme doivent être mis encore en valeur, nous y préconisons l'installation de maisons de repos. De meilleurs salaires et un mois de congés assureraient la présence de dizaines de milliers de vacanciers.

IL FAUT UN CHANGEMENT COMPLET DE POLITIQUE

Un tel programme est fonction de la politique pratiquée.

J'en donnerai le meilleur exemple : les paysans de Landivisiau (132 exploitations) sont expropriés pour permettre l'installation d'une base de l'OTAN.

J'ajouterai que les Monts d'Arrée, prévus pour un reboisement susceptible de donner naissance à une industrie, semblent maintenant réservés à un camp d'entraînement européen où viendraient les soldats des généraux nazis d'Adenauer, avec lequel De Gaulle pratique une politique de collaboration. Ne dit-on pas que la Centrale de Brennilis, comme celle de Chinon, pourrait non plus produire de l'électricité, mais être incluse dans la stratégie de la force de frappe ?

Singulier développement économique.

Mais comment pratiquer une politique économique et sociale audacieuse quand des milliards sont consacrés à une force de frappe aussi inutile que ruineuse.

Je propose au contraire avec mon Parti, la détente internationale, le désarmement, l'amitié entre les peuples.

Le référendum vient de montrer que notre Parti est la force essentielle de l'opposition, qu'il lutte sans compromis contre le pouvoir.

REPUBLICAINS, PAYSANS et OUVRIERS, hommes et femmes, jeunes et vieux, en m'accordant vos suffrages, vous prolongerez votre vote du 28 Octobre.

VOUS MARQUEREZ VOTRE VOLONTE de voir la France redevenir véritablement DEMOCRATIQUE.

Marquez cette volonté en votant communiste dès le premier tour.

Alphonse PENVEN

Maire du Huelgoat, Conseiller général

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Remplaçant éventuel :

François PAUGAM

Ancien Conseiller Municipal de Morlaix.

Vu le Candidat :

I.C.A. 21-23 Rue Jean-Jaurès - Brest